

## La Directrice régionale de l'UIT pour l'Afrique en visite officielle au Burundi

OIT Info, 23 novembre 2024 La Directrice régionale de l'OIT pour l'Afrique salue la résilience des partenaires tripartites au Burundi La Directrice régionale a terminé sa première visite officielle au Burundi après s'être adressée au 6e Séminaire régional de l'Internationale francophone du dialogue social (IFDS).

BUJUMBURA, BURUNDI - La Directrice régionale de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour l'Afrique, Fanfan Rwanyindo, a conclu sa première visite officielle au Burundi en saluant la bravoure et la résilience de ses partenaires tripartites. Sa visite, qui s'est déroulée du 18 au 22 novembre 2024, a coïncidé avec l'ouverture du 6e séminaire régional de l'Internationale francophone du dialogue social (IFDS), qui s'est tenu sur le thème « Le rôle du dialogue social dans la dynamique de la Coalition mondiale pour la justice sociale en Afrique ». Le séminaire, qui s'est tenu à Bujumbura, a rassemblé des parties prenantes de 19 pays francophones de la région afin d'examiner comment le dialogue social peut soutenir les objectifs de la Coalition mondiale pour la justice sociale, une initiative clé du Directeur général de l'OIT. S'exprimant lors de l'ouverture de l'événement, Mme Rwanyindo a déclaré : « C'est une grande opportunité permanente mené à travers des mécanismes institutionnels forts et crédibles que nos pays pourront améliorer leurs performances économiques, les pratiques de gouvernance et la stabilité sociale. » Au cours de sa visite, la directrice régionale s'est entretenue avec les mandants tripartites qui tous ont exprimé leur plein engagement à adhérer à la Coalition mondiale pour la justice sociale. Elle a également rencontré différents partenaires dont l'État, les pays des Nations Unies, la Banque africaine de développement (BAD), la représentation de l'Union européenne au Burundi ainsi que l'Ambassade de la Belgique. Ces interactions ont permis d'évaluer les efforts en cours pour soutenir l'agenda du travail décent au Burundi et d'explorer les différents axes de collaboration. Elle a eu en outre l'occasion d'aborder avec les partenaires sociaux les défis urgents auxquels ils sont confrontés et discuter de leurs priorités qui nécessitent un soutien de l'OIT. Renforcer le tripartisme et le dialogue social Mme Rwanyindo a salué la résilience des partenaires tripartites au Burundi face à des défis importants. « L'engagement du Burundi en faveur du tripartisme est évident dans le fonctionnement de ses structures de dialogue social, telles que le CNDS (Comité national de dialogue social), qui est une plate-forme vitale pour l'engagement entre le gouvernement, les travailleurs et les employeurs », a-t-elle noté. La directrice régionale a exprimé son optimisme à la suite de ses discussions avec Venuste Muyabaga, Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi, qui a réitéré l'engagement du gouvernement du Burundi au renforcement des mécanismes tripartites. La Confédération des syndicats du Burundi a fait part de ses aspirations à améliorer les conditions des travailleurs, malgré de nombreux défis liés au contexte socio-économique actuel. L'amélioration de ses capacités opérationnelles, le renforcement du plaidoyer pour améliorer l'application des normes du travail relatives à la liberté syndicale, et la modernisation du mouvement syndical dans le pays pour atteindre les jeunes et d'autres groupes sous-représentés sont au cœur de ses priorités. L'Association des employeurs du Burundi a souligné les défis auxquels sont confrontés les entreprises, notamment le contexte social et économique du pays qui impacte négativement sur la productivité des entreprises, le problème d'inadéquation formation-emploi, les difficultés d'accès aux travailleurs qualifiés et la formalisation de l'économie informelle. Les deux partenaires ont exprimé leur sentiment de satisfaction vis-à-vis de l'appui de l'OIT et se sont engagés à continuer leur collaboration et à adhérer à la Coalition mondiale pour la justice sociale. Partenariat avec les donateurs et les institutions de développement Lors de ses rencontres avec différents partenaires, notamment l'État, les pays des Nations Unies, la déléguation de l'Union européenne au Burundi, l'ambassade de Belgique et la Banque Africaine de Développement (BAD), la directrice régionale a eu l'occasion de leur partager les priorités de l'OIT et à souligner l'importance de mutualiser les efforts pour faire progresser l'agenda du travail décent au Burundi. Elle a en outre salué leurs soutiens continus pour améliorer les conditions de vie des populations burundaises. L'État des Nations Unies a fait part de son intérêt à collaborer avec l'OIT notamment dans les domaines de la protection sociale, promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes et la gestion des données sur l'emploi. La directrice régionale a souligné l'expertise technique de l'OIT dans ces domaines et a proposé de renforcer la collaboration pour combler les lacunes en matière de données et promouvoir des systèmes de protection sociale universels. Un espoir pour l'avenir La Directrice régionale a conclu sa visite en saluant les efforts de toutes les parties prenantes pour maintenir le dialogue social et favoriser la résilience dans un contexte national complexe. « La force du dialogue social au Burundi et le dévouement de ses partenaires tripartites constituent une base pour l'espoir. Avec une collaboration renouvelée, l'OIT est prête à soutenir le Burundi dans la réalisation du travail décent pour tous », a-t-elle déclaré. L'OIT va travailler en étroite collaboration avec ses mandants tripartites pour mettre à jour le Programme Pa pour la Promotion du travail décent (PPTD) du Burundi. Cela permettra d'aligner ce document au nouveau cadre politique du pays et de mobiliser plus de ressources pour renforcer les activités de l'OIT et sa présence au Burundi.